



Quelles sont les bonnes politiques pour former des jeunes actifs hautement qualifiés ?

- Dans un contexte économique incertain, les pays doivent faire des choix entre la nécessité d'un programme d'austérité et le besoin d'investir dans la formation d'une main d'œuvre hautement qualifiée.
- Le lien que l'on observe entre les dépenses par étudiant et les taux d'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire est ténu – à niveaux de dépenses égaux, les pays obtiennent des résultats très différents.
- Le nombre d'années nécessaires à l'obtention d'un diplôme varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre mais il apparaît que l'allongement de la durée des études n'est pas forcément une garantie d'obtenir une main d'œuvre mieux qualifiée.
- Le risque d'obtenir une population trop qualifiée semble faible : des taux de scolarisation plus élevés n'entraînent pas d'augmentation du taux de chômage des diplômés. Au contraire, l'écart entre les individus les plus éduqués et les moins éduqués en matière de taux d'emploi montre que les pays doivent continuer à former une population de jeunes actifs hautement qualifiés.

36.5

Pour former des jeunes actifs hautement qualifiés, les pays doivent faire des compromis.

Élaborer des mesures d'action publique suppose souvent de faire des choix difficiles afin de trouver l'équilibre le plus optimal entre des intérêts divergents. Les politiques d'éducation ne font pas exception à la règle : même les plus ambitieuses d'entre elles sont le résultat de compromis entre des considérations d'égale importance, c'est-à-dire les coûts et les avantages. Pour faire face aux mutations actuellement à l'œuvre sur la scène économique mondiale, les pays doivent former des jeunes actifs hautement qualifiés, tandis que l'assainissement budgétaire et les programmes d'austérité les obligent à réduire les dépenses publiques au titre de l'enseignement tertiaire. Les étudiants exigent un enseignement de haute qualité mais ne sont pas pour autant prêts à en assumer l'ensemble des coûts. Un taux de chômage élevé des jeunes entraîne une baisse du coût d'opportunité de l'éducation, ce qui pousse les étudiants à préférer poursuivre leurs études plutôt que de faire leur entrée sur un marché du travail incertain. Dans le même temps, les pouvoirs publics cherchent à accroître la taille de la population active en réduisant la durée des études et en abaissant l'âge d'achèvement des études, actuellement en pleine augmentation. Face à cet ensemble complexe d'arbitrages, les pays doivent choisir leurs propres priorités.

L'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire intervient à l'issue d'un processus qui se joue tout au long du parcours éducatif des jeunes. Leur décision d'obtenir un diplôme de niveau tertiaire dépend en partie de leurs opportunités éducatives, ainsi que des structures et des schémas de comportement qui ont façonné leur enseignement primaire et secondaire. Pourtant, de nombreux choix politiques effectués au niveau d'enseignement tertiaire exercent un impact sur le nombre de diplômés. Si les pouvoirs publics veulent améliorer les qualifications de leurs jeunes actifs, ils doivent faire en sorte que leurs choix politiques soient en phase avec cet objectif.

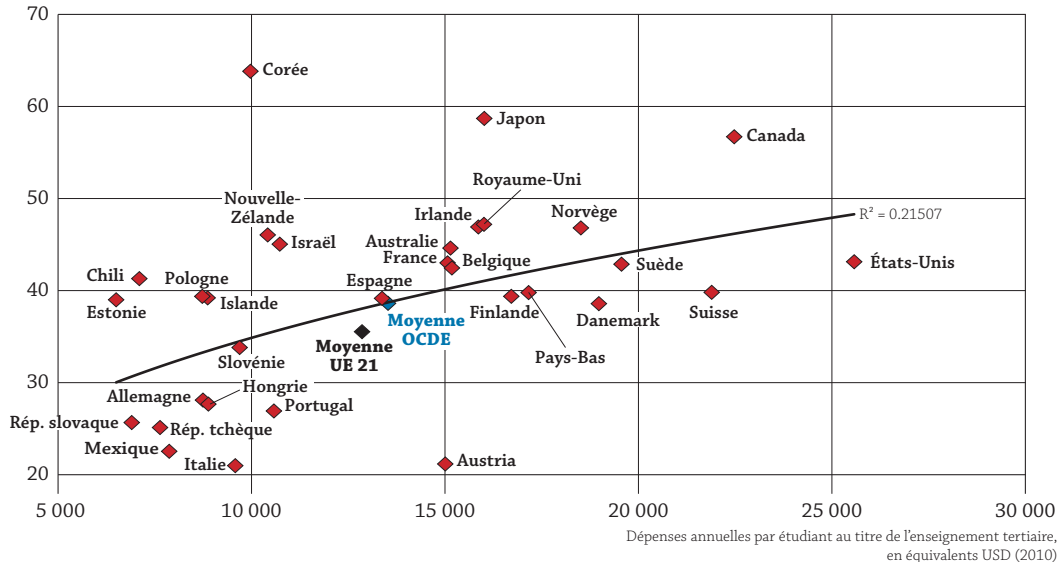
Les dépenses comptent, certes, mais elles varient d'un pays à l'autre...

Le montant de l'investissement consenti au titre de l'enseignement tertiaire constitue-t-il une variable déterminante ? En moyenne, les pays de l'OCDE dépensent 1.4% de leur produit intérieur brut (PIB) au titre de l'enseignement tertiaire, soit 13 500 USD par étudiant. Les pays qui investissent davantage de fonds (d'origine privée ou publique) par étudiant espèrent ainsi garantir un enseignement tertiaire de haute qualité, et donc une proportion plus importante de diplômés chez les jeunes actifs, par rapport aux pays qui dépensent moins.



Dépenses annuelles par étudiant et taux d'obtention d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire parmi les 25-34 ans

Taux d'obtention d'un diplôme du tertiaire parmi les 25-34 ans (2011)



Source : Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE, indicateurs A1 et B1 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Or, comme l'indique le graphique ci-dessus, on ne constate qu'une mince corrélation entre le montant investi par élève et les taux d'obtention d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire. Les différences entre les pays sont considérables. Ainsi, en Allemagne, en Hongrie, en Italie, au Mexique, au Portugal, en République slovaque et en République tchèque, les dépenses s'élèvent à environ 10 000 USD par étudiant, et moins de 30 % des jeunes de 25 à 34 ans détiennent un diplôme de niveau tertiaire. En revanche, au Canada, en Corée et au Japon, les taux d'obtention d'un diplôme du tertiaire atteignent environ 60 % pour les 25-34 ans, mais à un coût bien supérieur. Grâce à un niveau d'investissement élevé, le Canada est parvenu à former une population de jeunes actifs hautement qualifiés, tandis qu'un niveau de dépenses similaire aux États-Unis et en Suisse n'a pas permis d'obtenir de si bons résultats. Ainsi, avec un coût par élève de plus de 25 000 USD, les États-Unis s'avèrent moins efficaces que l'Australie, le Royaume-Uni et la plupart des pays européens, qui parviennent tous à former une population de jeunes actifs au niveau de qualifications similaire mais en dépensant environ 10 000 USD de moins.

Accroître l'investissement améliore les taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, principalement en augmentant la capacité d'accueil du système éducatif du pays en question, ce qui permet ainsi à une proportion plus élevée de chaque cohorte d'âge d'achever des études tertiaires. On constate donc une augmentation globale du nombre de diplômés, mais pas forcément du taux de réussite, ce qui permettrait pourtant d'améliorer la rentabilité interne (voir l'encadré A4.1 dans *Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*).

... or, la scolarisation dans l'enseignement tertiaire et la durée des études ont également un rôle à jouer.

Autre élément de l'équation éducative à prendre en compte : le temps que les étudiants passent dans l'enseignement tertiaire. Mener des études de qualité prend du temps, mais cette durée affecte la rentabilité de deux façons : plus les étudiants passent de temps dans leurs études, plus le coût cumulatif par étudiant augmente, tandis qu'une entrée plus tardive sur le marché du travail réduit la taille de la population active dans le groupe d'âge le plus productif.

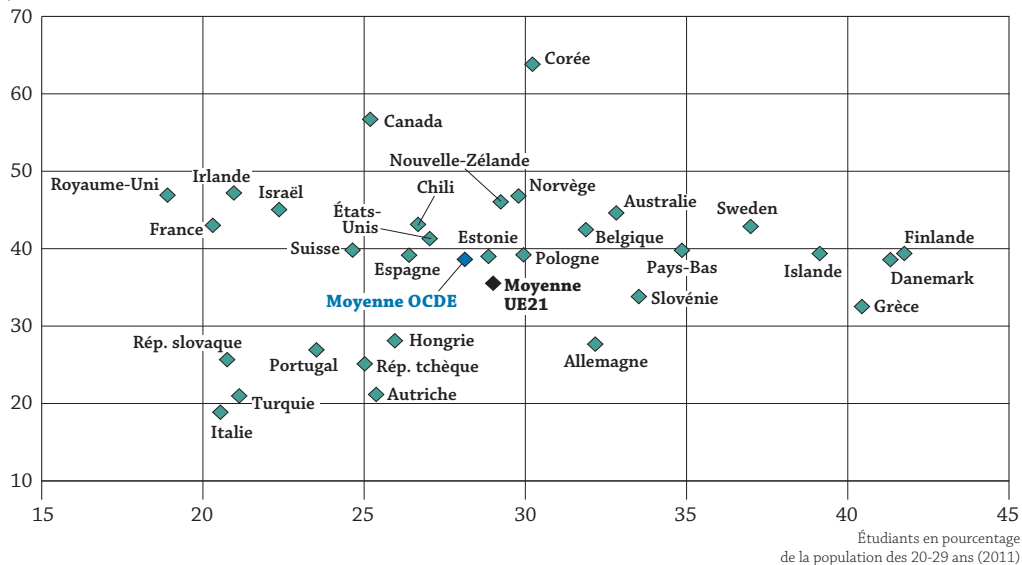
Traditionnellement, dans les pays de l'OCDE, les études tertiaires durent 3.9 ans. Or, on constate d'importantes disparités : en Autriche, les étudiants mettent environ 5.3 ans à obtenir leur diplôme tandis que leurs homologues britanniques n'ont besoin que de 2.7 ans. Le temps passé dans les études tertiaires est la résultante d'un ensemble de modalités institutionnelles (comme la durée nominale des études et la disponibilité ou non de programmes de courte et de longue durée),



ainsi que du comportement des étudiants eux-mêmes. En effet, ceux-ci peuvent choisir d'entreprendre ou non des études tertiaires, ils peuvent prendre davantage de temps à terminer leur cursus, ou peuvent même décider, en temps de crise, de rester dans l'enseignement afin de retarder leur entrée sur le marché de l'emploi. Les pouvoirs publics s'efforcent de réduire la durée réelle des études en mettant en place de nouvelles structures pour les diplômés – comme le processus de Bologne – ou bien en pénalisant ceux qui choisissent d'étudier pendant une durée perçue comme excessive.

Étudiants âgés de 20 à 29 ans et taux d'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire chez les 25-34 ans

Taux d'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire parmi les 25-34 ans



Source : Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE, indicateurs A1 et C1 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Le nombre d'étudiants en proportion de la population de 20 à 29 ans reflète à la fois le taux de scolarisation et le temps passé dans l'enseignement tertiaire. Derrière la décision politique d'augmenter les taux d'inscription et de scolarisation dans l'enseignement tertiaire se cache souvent l'espoir de produire davantage de diplômés.

Toutefois, comme le montre le graphique ci-dessus, la proportion d'élèves dans le groupe d'âge des 20-29 ans n'est pas corrélée au pourcentage de jeunes diplômés de l'enseignement tertiaire dans ce même groupe d'âge cinq ans plus tard. L'Autriche et le Canada font état d'environ 25 % à 30 % d'étudiants dans la population des 20-29 ans, mais seulement 21 % des Autrichiens de 25 à 34 ans sont titulaires d'un diplôme de niveau tertiaire, contre 57 % des Canadiens du même âge. La France, Israël et le Royaume-Uni parviennent à afficher un taux d'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire d'environ 45 % alors que seulement 20 % des 20 à 29 ans sont étudiants. Accueillir un nombre plus important d'étudiants dans le système et leur permettre d'étudier plus longtemps ne permet pas forcément d'obtenir une main d'œuvre mieux qualifiée. Ainsi, il apparaît que le temps passé dans les études n'est pas une variable prédictive solide des résultats.

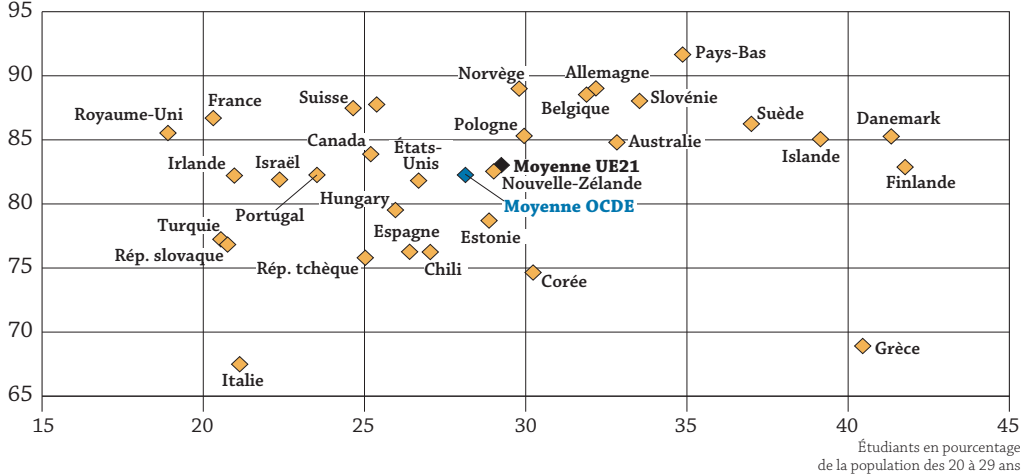
Enfin, les perspectives d'emploi des diplômés achèvent de compliquer la donne.

En définissant les politiques relatives à la scolarisation dans l'enseignement tertiaire, il s'agit de se poser la question sensible de savoir si les diplômés vont trouver un emploi ou non. Les pays peuvent donc décider d'éviter de former des jeunes actifs trop hautement qualifiés de crainte qu'un nombre plus élevé de diplômés ne fasse qu'accroître le taux de chômage des diplômés. Comme le montre le graphique ci-dessous, à l'exception de la Grèce, accueillir une proportion plus élevée d'étudiants dans la tranche d'âge 20-29 ans ne semble pas permettre de réduire le taux d'emploi des 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire. L'écart grandissant en termes d'opportunités d'emploi entre les individus peu et très éduqués suggère également que le risque de faire des études trop longues est limité et que les pays devraient continuer à rechercher le bon dosage politique pour former des jeunes actifs hautement qualifiés.



Étudiants âgés de 20 à 29 ans et taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire âgés de 25 à 34 ans

Taux d'emploi des 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire



Source : Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE, indicateurs C1 et C5 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Le tableau est contrasté. Certains pays comme l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Slovénie et les pays nordiques parviennent à combiner un taux élevé de scolarisation dans l'enseignement tertiaire et des taux d'emploi des diplômés également élevés. En revanche, la Corée offre l'exemple d'un pays où l'investissement dans la participation et l'obtention des diplômes n'a pas permis de faire progresser le taux d'emploi des jeunes diplômés de 25 à 34 ans. La France et le Royaume-Uni semblent privilégier l'emploi plutôt que l'augmentation de la scolarisation dans l'enseignement tertiaire.

L'efficacité réside dans le bon dosage politique.

Face à tous ces compromis politiques, chaque pays trouve sa propre voie. Cependant, certains dosages de mesures d'action publique semblent mieux inspirés que d'autres. Les différentes options peuvent être démontrées par quatre cas « extrêmes ». Le Canada réussit à former des jeunes hautement qualifiés tout en affichant des taux de scolarisation modérés et de bonnes perspectives d'emploi, mais pour un coût comparativement élevé. L'Italie fait état de résultats faibles pour tous les indicateurs : taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, taux de scolarisation, taux d'emploi des diplômés et niveaux d'investissement y sont tous bas. La Corée aspire à former une population active qualifiée et est parvenue à un niveau moyen de scolarisation dans l'enseignement tertiaire pour un investissement relativement restreint, mais avec pour conséquence un faible taux d'emploi des diplômés. La Belgique, quant à elle, semble avoir trouvé un équilibre : un taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire et un niveau d'investissement moyens, mais avec de bonnes perspectives d'emploi pour les diplômés.

Pour conclure Former des jeunes hautement qualifiés requiert un équilibre entre des options politiques contrastées. L'augmentation des investissements au titre de l'enseignement tertiaire est nécessaire mais ne saurait suffire. Un taux plus élevé de scolarisation et une durée des études tertiaires plus longue n'y parviennent pas non plus. La solution réside dans un dosage intelligent de différentes mesures d'action publique.

Voir :
www.oecd.org/edu/rse.htm/

Consulter :
OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour plus d'informations, contacter :
Dirk Van Damme
(Dirk.Vandamme@oecd.org)

Le mois prochain :
Les programmes de formation professionnelle du deuxième cycle du secondaire permettent-ils d'améliorer les perspectives d'emploi des jeunes adultes?

Crédit photo : © Ghislain & Marie David de Lossy/Cultura/Getty Images

